Conseil de l'Europe : "c'est l'islamophobie qui est responsable de la radicalisation des musulmans"…

écrit par Christine Tasin | 4 juillet 2015

Nous avions récemment attiré l'attention des lecteurs sur la coupable bienveillance du *Conseil de l'Europe* envers la Turquie, d'autant plus inquiétante que la *Cour européenne des Droits de l'homme* dépend du même Conseil de l'Europe :

http://resistancerepublicaine.com/2015/la-turquie-fait-la-pluie-et-le-beau-temps-au-conseil-de-leurope/

Nous tirions la sonnette d'alarme avec ce paragraphe :

Qu'on ne se méprenne pas. Il s'agit bien, ici, d'une offensive contre les Droits de l'Homme occidentaux. L'OCI a perdu sa bataille à l'ONU où elle s'efforçait de faire interdire la critique de l'islam, mais elle est en train de gagner en mettant ses pions partout, et notamment au Conseil de l'Europe. Rappelons que le Conseil de l'Europe s'est doté de la Cour européenne des droits de l'homme… Dernier recours jusqu'à présent pour les islamophobes…

Nous ne pouvions pas savoir que, à peine 3 jours après la rédaction de l'article, l'APCE (Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe) publierait un communiqué digne de Khomeiny intitulé :

Prévenir l'islamophobie tout en combattant la radicalisation des jeunes

Ce communiqué contient des passages très clairs :

Cela commence par un constat que nul ne peut nier, même les plus islamophiles :

De nos jours, des pays comme la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont affaire à une nouvelle génération de jeunes dont les idées se radicalisent et qui rejoignent les combattants en Syrie ou dans d'autres théâtres de guerre de la région.

Et on enchaîne, sans vergogne : l'islamophobie est clairement désignée comme la coupable. C'est à cause d'elle que les pauvres djihadistes se seraient exilés en Syrie, d'ailleurs ils sont en nombre ridicule, "*infime*", d'ailleurs il est patent que les familles d'Hervé Gourdel, de Charb ou d'Hervé Cornara ont des souffrances "*disproportionnées*"…

Ce phénomène est de plus en plus intimement lié à l'islamophobie. Les musulmans sont présentés comme une menace potentielle, les mouvements populistes et d'extrême droite contribuant à répandre cette idée fausse. A leur tour, les

jeunes musulmans se sentent de plus en plus isolés et surexposés. Ils ont souvent du mal à trouver un emploi, notamment en période de crise économique. Certains d'entre eux peuvent alors adhérer à des idéologies extrêmes et violentes, cherchant par là à donner un sens à leur vie. Même si leur nombre est infime, le phénomène est très médiatisé et suscite de profondes inquiétudes, parfois disproportionnées, parmi le public.

Comment dire plus clairement que le rejet de l'islam serait le seul responsable de la "radicalisation" des musulmans ? Et ceci au mépris de la réalité. On ne rappellera jamais suffisamment aux niaiseux en tous genres que l'Etat Islamique est né en Irak,et non en Seine Saint-Denis… Que des spectateurs de TF1 ou France 2 décérébrés puissent le croire, admettons. Que des parlementaires ayant accès à tous les documents, même classés secrets, avec des collaborateurs pour faire des revues de presse et des notes de synthèse puissent non pas le croire mais le dire, c'est un crime de haute-trahison qui devra recevoir un jour son juste châtiment.

Alors la suite du communiqué est limpide, c'est une déclaration de guerre et une invitation à judiciariser la simple critique de l'islam en interdisant, carrément, de dire le rapport plus qu'étroit qu'entretient l'islam avec le terrorisme. Cerise sur le gâteau, pour lutter contre les décapiteurs, privilégiez les méthodes douces (sophrologie, rencontre avec psychologues sur fond de musique orientale, récitation en choeur du coran, sans doute….).

Comment empêcher les jeunes de se tourner vers l'extrémisme et la violence sans stigmatiser toute une communauté ? Eviter de présenter l'Islam comme un facteur de terrorisme, combattre la ségrégation à l'école et garantir l'accès des jeunes d'origine immigrée à l'éducation et à l'emploi…

Une réaction excessive peut conduire à une escalade de la violence, a averti Francesco Ragazzi de l'Université de Leyde

: les rôles des forces de police et des travailleurs sociaux doivent rester distincts, a-t-il estimé, ajoutant **qu'il convient de privilégier des mesures douces de lutte contre la radicalisation**, dont l'établissement de partenariats entre la police et les communautés ou le recours à un « contre-discours » dans les médias sociaux.

La participation d'Anne Brasseur, Présidente de l'Assemblée, et de Gabriella Battaini Dragoni, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe, qui **a souligné que l'Organisation alertait l'opinion publique sur l'islamophobie depuis plus d'une décennie, a confirmé l'engagement de tous les organes du Conseil de l'Europe à agir dans ce domaine.**

Il est clair que les souhaits de l'OCI sont devenus réalités, la charia est entrée au Conseil de l'Europe. La critique de l'islam va être peu à peu interdite par toutes les nations européennes.

D'ailleurs, ils ont inventé un nouveau machin : l'*Alliance parlementaire contre la haine*…

Dans le cadre du suivi apporté à la Résolution 1967 (2014) de l'Assemblée « Une stratégie pour la prévention du racisme et de l'intolérance en Europe », la Commission sur l'égalité et la non-discrimination a proposé d'établir l'Alliance parlementaire contre la haine, une alliance de parlementaires qui s'engagent à prendre des positions publiques, fermes et proactives contre le racisme, la haine et l'intolérance, quels qu'en soient les motifs et la manière dont ils se manifestent.

http://website-pace.net/fr/web/apce/no-hate-alliance

J'en connais qui se marrent, qui se marrent…

Nous sommes très seuls, c'est vrai. Mais nous sommes les plus nombreux, pour le moment. Un jour ou l'autre, les peuples d'Europe se lèveront et ça fera mal, très mal.

En l'honneur de Charles Martel, de Jeanne d'Arc et de Voltaire.

Nous continuerons, quant à nous, de crier *Islam ras-le-bol, islam dehors* et *islam assassin.*

Christine Tasin